

## TABLE DES MATIÈRES

Sommaire .....	13
Table des sigles et abréviations.....	15
Introduction générale.....	17

### PREMIÈRE PARTIE

#### LE CONSEIL D'ÉTAT ET LA SÉPARATION DES ÉGLISES ET DE L'ÉTAT 1905-1918

CHAPITRE I – Le Conseil d'État, instrument du gallicanisme administratif.....	31
Section 1 – Le recours pour abus devant le Conseil d'État.....	33
§1. Les cas d'ouverture et la procédure du recours pour abus.....	33
A. Les cas d'ouverture du recours pour abus .....	33
B. La procédure du recours pour abus.....	36
§2. Un instrument juridique au service de la politique religieuse du gouvernement .....	37
A. Les abus ecclésiastiques : une arme pour frapper les évêques .....	38
B. Les abus administratifs : un leurre .....	39
C. L'efficacité du recours pour abus en 1905 .....	41
Section 2 – L'article 1 <sup>er</sup> des Articles organiques du culte catholique.....	42
§1. La procédure de l'article 1 <sup>er</sup> des Articles organiques.....	42
A. Le déroulement de la procédure de l'article 1 <sup>er</sup> des Articles organiques.....	42
B. La mise en œuvre de l'article 1 <sup>er</sup> des Articles organiques .....	44
§2. La question du <i>Nobis nominavit</i> .....	44
A. Le précédent de 1871 .....	45
B. L'affaire de 1902 .....	46
Conclusion du chapitre I .....	48
CHAPITRE II – Le Conseil d'État, garant du libre exercice du culte.....	51
Section 1 – Le règlement des conséquences patrimoniales de la loi de séparation des Eglises et de l'État.....	52
§1. Le statut des biens des anciens établissements publics du culte .....	53
A. L'attribution des biens : l'interprétation de l'article 4.....	53
B. Les litiges internes : l'interprétation de l'article 8 .....	56
§2. L'utilisation culturelle des édifices du culte catholique.....	59
A. Les réunions publiques en vue de l'exercice public du culte .....	59
B. Le problème de la mise à disposition des édifices du culte catholique..	61
1. L'affectation de l'édifice .....	61
2. La police du curé dans son église.....	65
§3. L'interprétation du principe de non-financement de l'article 2 de la loi de 1905 .....	67
A. La location des presbytères .....	68
B. L'interprétation stricte des dérogations au principe de non-financement .....	69
C. Le gardiennage des édifices du culte .....	70

Section 2 – L’élaboration d’une jurisprudence libérale en matière de police administrative du culte.....	71
§1. La compétence des autorités de police administrative.....	71
A. La police administrative générale.....	71
B. La police spéciale des sonneries de cloches.....	72
1. Les sonneries religieuses.....	72
2. Les sonneries civiles.....	73
§2. Les modalités de mise en œuvre du pouvoir de police.....	75
A. La finalité de la mesure de police : l’ordre public.....	75
B. La stricte nécessité de la mesure de police attentatoire à la liberté de culte.....	76
1. La police des sonneries de cloches.....	77
2. La police des manifestations extérieures du culte.....	78
Conclusion du chapitre II.....	81
<b>CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE.....</b>	<b>83</b>

**DEUXIÈME PARTIE**  
**LE CONSEIL D’ÉTAT ET LA PAIX RELIGIEUSE**  
**1918-1980**

CHAPITRE I – Le développement d’une jurisprudence favorable aux anciens cultes reconnus.....	91
Section 1 – Le retour partiel à une logique de régime des cultes reconnus.....	92
§1. Les structures de droit étatique de l’Eglise catholique.....	92
A. Le Conseil d’État et les associations diocésaines.....	93
B. L’assouplissement du régime des congrégations.....	96
1. La première tentative de normalisation de la situation des congrégations.....	98
2. La deuxième vague de normalisation de la situation des congrégations.....	99
§2. La tendance à neutraliser le principe de non-financement.....	100
A. Les interventions de la collectivité publique propriétaire des édifices du culte.....	102
B. La limitation du champ du principe de non-financement de l’article 2.....	105
Section 2 – Le renforcement des libertés en matière religieuse.....	106
§1. La jurisprudence en matière de police administrative, une garantie du libre exercice du culte.....	106
A. Les autorités compétentes pour prendre des mesures de police administrative des cultes.....	107
B. La stricte nécessité de la mesure de police attentatoire au libre exercice du culte au regard du motif qui la justifie.....	109
1. La finalité de la mesure de police : l’ordre public.....	109
2. La stricte nécessité de la mesure de police attentatoire à la liberté de culte.....	110
§2. La liberté religieuse et le statut des agents publics.....	114
A. La religion des agents publics.....	114
B. Les fonctionnaires de l’Education nationale devenus ecclésiastiques.....	115
Conclusion du chapitre I.....	117
CHAPITRE II – Le Conseil d’État et le régime local d’Alsace-Moselle.....	119
Section 1 – « La glaciation du droit local des cultes » (Francis Messner).....	120

§1.	Les avis de 1919, de 1925 et de 1974.....	120
A.	L'institution canonique des évêques de Strasbourg et de Metz en 1919.....	120
B.	L'avis du 24 janvier 1925 .....	125
C.	L'avis du 2 mai 1974.....	128
§2.	Le rappel des règles de droit local applicables à quelques situations courantes .....	130
A.	Le statut des ministres du culte.....	130
B.	L'obligation de l'enseignement religieux.....	131
Section 2 –	Le maintien de normes obsolètes.....	132
§1.	L'application de l'article 1 <sup>er</sup> des Articles organiques du culte catholique.....	132
A.	L'examen de la bulle d'institution canonique de Mgr Heintz (1938).....	132
B.	L'application de l'article 1 <sup>er</sup> des Articles organiques après 1945 .....	135
1.	L'évolution de la formule employée par le pape dans la bulle d'institution canonique des évêques diocésains .....	135
2.	La nomination des évêques auxiliaires .....	135
3.	La nomination des évêques coadjuteurs .....	137
§2.	Les débats autour du recours pour abus.....	138
A.	Les hésitations de l'administration : la théorie de la désuétude .....	139
B.	Les incertitudes de la doctrine .....	141
	Conclusion du chapitre II.....	142
	CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE.....	145

**TROISIÈME PARTIE**  
**LA NEUTRALITÉ, LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET LE PLURALISME**  
**1980-2008**

CHAPITRE I –	Le régime de séparation dans un paysage religieux nouveau .....	153
Section 1 –	Les évolutions marginales du régime des cultes .....	153
§1.	La mise en œuvre de l'article 2 de la loi de 1905 .....	153
A.	Le principe de non-subvention.....	154
B.	Le statut des aumôniers des services publics .....	155
§2.	Les fonctionnaires et la neutralité du service public.....	157
A.	L'encadrement de la possibilité d'affirmation de son appartenance religieuse.....	157
B.	Les autorisations d'absence pour motif religieux .....	158
§3.	Le régime juridique des édifices du culte qui appartiennent aux collectivités publiques .....	160
A.	Le rappel des conditions d'appartenance d'un bien au domaine public.....	161
B.	Les conditions de l'institution d'un droit de visite de l'édifice.....	161
C.	Le référé liberté fondamentale comme garantie de l'affection légale..	162
§4.	La police administrative.....	163
§5.	L'autorisation de percevoir des libéralités prévue par l'article 19 de la loi de Séparation .....	164
Section 2 –	Le renouvellement du droit des congrégations.....	165
§1.	L'ouverture du régime des congrégations .....	165
A.	La définition de la notion de congrégation.....	165
B.	La distinction entre congrégation et association .....	166
C.	L'élargissement du bénéfice du statut de congrégation.....	167

§2.	Le contrôle des statuts civils des congrégations .....	168
A.	L'interprétation neutralisante des dispositions prohibant les vœux perpétuels .....	168
B.	Les dispositions gallicanes visant à assurer le contrôle de l'évêque du lieu sur les congrégations.....	169
C.	Le contrôle de la clarté des dispositions statutaires .....	170
D.	Le passage d'une congrégation catholique à l'orthodoxie.....	172
Section 3 –	La situation des cultes nouvellement présents sur le territoire .....	173
§1.	L'intégration juridique de l'Islam et la réaction sociale : le dépassement législatif du libéralisme du Conseil d'État .....	173
A.	La jurisprudence sur le port du foulard islamique à l'école .....	175
B.	Une loi pour dépasser la jurisprudence.....	176
§2.	Les « sectes » : entre tolérance et contrôle étatique .....	181
A.	La possibilité de participer à la lutte anti-secte .....	182
B.	La possibilité d'invoquer les exigences de l'ordre public pour empêcher la reconnaissance du statut d'association culturelle .....	183
C.	Les funérailles de Gilbert Bourdin devant le Conseil d'État .....	185
Conclusion du chapitre I	.....	186
CHAPITRE II –	Les droits locaux des cultes d'Alsace-Moselle et d'Outre-mer .....	187
Section 1 –	Le renouvellement par voie jurisprudentielle du droit local des cultes d'Alsace-Moselle .....	187
§1.	Le droit local des cultes, entre évolution et conservatisme .....	187
A.	Les évolutions du droit local des cultes, conséquences du droit constitutionnel .....	187
1.	La possibilité de faire évoluer le droit local des cultes par voie réglementaire .....	188
2.	La réécriture du droit local des cultes par le Conseil d'État .....	190
B.	Le maintien de normes obsolètes dans la société contemporaine .....	192
1.	Le statut des vicaires et desservants.....	192
2.	L'application de l'article 1 <sup>er</sup> des Articles organiques du culte catholique .....	193
§2.	La justification du maintien du droit local au regard du droit constitutionnel .....	194
A.	La consécration de l'enseignement religieux à l'école publique.....	195
B.	La consécration du droit local des cultes d'Alsace et de Moselle.....	197
1.	L'application de la théorie de l'abrogation implicite. ....	198
2.	Les conséquences de la reconnaissance du principe fondamental reconnu par les lois de la République de laïcité .....	198
Section 2 –	La reconnaissance des régimes des cultes de l'Outre-mer.....	200
§1.	Le droit des cultes en Polynésie française.....	201
A.	L'inapplicabilité de la loi de 1905 en Polynésie Française .....	202
B.	La possibilité de financer les cultes lorsque cela présente un caractère d'intérêt général.....	203
§2.	Le droit des cultes en Guyane.....	204
A.	Le régime du culte catholique.....	204
B.	Le régime des cultes non catholiques .....	205
Conclusion du chapitre II	.....	205
CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE	.....	207
CONCLUSION GÉNÉRALE	.....	209

Table des matières	249
Sources .....	211
Principaux arrêts et avis cités .....	235
Table des matières .....	245